



Déontologie : Une fois de plus notre employeur nous donne raison... avec un an de retard

Nous sommes un des rares syndicats de police à défendre nos collègues, en les ayant averti de l'instrumentalisation de nos missions par les politiques. Les politiques passent et les policiers restent.

La déontologie devrait venir du plus haut sommet de l'Etat.

On comprend qu'Emmanuel MACRON demande qu'on lui fasse des propositions sur la déontologie vu qu'il va être compliqué pour l'Elysée de venir nous en parler avec des collaborateurs ou ex-collaborateurs comme [Ismaël EMILIEN](#) (soupçonné d'avoir diffusé via les réseaux sociaux les images de vidéosurveillance ainsi qu'un [montage](#) visant à disculper le chargé de protection de l'Elysée), [Alexandre BENALLA](#) (mis en examen pour violences volontaires, immixtion dans l'exercice d'une fonction publique, port public et sans droit d'insignes réglementés, recel de détournement d'images issues d'un système de vidéoprotection et recel de violation du secret professionnel) ou Alexis KOHLER (soupçonné de conflits d'intérêts).

Mais est-ce qu'il fallait faire cette demande à Christophe CASTANER ? Il a menti concernant [« l'attaque »](#) de la Pitié-Salpêtrière. Il ne sait pas expliquer [l'usage légal du LBD](#) à une classe d'enfants, ni reconnaître les syndicats de Police. Il sanctionne [les lanceurs d'alerte](#), et [protège un agresseur sexuel](#) (depuis condamné par la Justice). Il donne une image déplorable de la Police Nationale en faisant la [une de Closer après sa nuit au Noto](#).

Le préfet de police de Paris, Didier LALLEMENT ? A priori ce n'est pas la bonne personne non plus vu qu'il est [soupçonné de favoritisme](#) et qu'il a menti concernant les policiers qui ont tirés sur le pompier volontaire gilet jaune de Bordeaux [Oliver BEZIADE](#).

Les commissaires de police devraient impulser cette déontologie, mais leur syndicat majoritaire [appelle à tuer les avocats militants](#).

Il va être compliqué pour les ministres et ex-ministres [Laura FLESSEL](#) (soupçonnée de fraude fiscale), Murielle PENICAUD (soupçonnée de favoritisme), Françoise NYSSSEN (travaux sans autorisation), François BAYROU (soupçonné d'abus de confiance et d'escroquerie), Marielle de SARNEZ (soupçonnée d'abus de confiance et d'escroquerie), Sylvie GOULARD (soupçonnée d'abus de confiance et d'escroquerie), Richard FERRAND (soupçonné de favoritisme et de conflits d'intérêts), Marlène SCHIAPPA (promotion de son livre par son ministère suite à « une erreur humaine »), [François de RUGY](#) (et ses fameux homards), [Jean-Paul DELEVOYE](#) (déclaration mensongère) ou les [« 21 ministres, \[qui\] ont fait l'objet de rectifications fiscales selon la Haute autorité pour la transparence de la vie publique \(HATVP\) »](#) de venir nous parler de déontologie.

Le député ? mais ils ont [voté contre avoir un casier judiciaire vierge](#).

Si Monsieur le Président de la République est sincère, nous lui rappelons qu'il n'est nul besoin d'inventer l'eau chaude, c'est déjà fait. Il existe un [code éthique de police européen](#), signé par la France en 2001, qui devrait être appliqué, mais qui ne l'est pas. Toutes les propositions sont intéressantes et nous demandons son application depuis 2014, date où Manuel VALLS a décrété un code de déontologie diamétralement opposé, avec [l'aval quasi unanime](#) des syndicats « représentatifs ».

Pour parler déontologie il serait temps que Monsieur Emmanuel MACRON invite les organisations, qui n'ont [pas fraudé](#) aux dernières élections professionnelles et les associations de policiers.

« Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre »

Albert Einstein